



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Points forts du projet

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

«Réponses aux crises nutritionnelles par la prise en charge des cas de malnutrition aiguë sévère et l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les territoires de Lupatapata et de Miabi au Kasai Oriental»

Code du projet : OSRO/DRC/505/STC

Donateur : *Save the Children*

Contribution : 836 072 USD

Date du projet : 28/01/2016–31/07/2017

Régions ciblées : Kasai Oriental



Contact

Alexis Bonte, Représentant a.i. de la FAO en République démocratique du Congo. Alexis.Bonte@fao.org

Dominique Burgeon, Directeur, Division des urgences et de la réhabilitation. Dominique.Burgeon@fao.org

Objectif : Contribuer à la réduction de la morbidité et de la mortalité liée à la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et allaitantes dans les territoires de Miabi et Lupatapata, par la prise en charge de la malnutrition et l'accroissement de leur résilience, en améliorant leur sécurité alimentaire et nutrition.

Partenaires : Organisations non gouvernementales et l'Inspection provinciale de l'agriculture, pêche et élevage.

Bénéficiaires : 4 752 ménages.

Activités

réalisées :

- Identification de 4 752 ménages bénéficiaires.
- Distribution à 4 752 ménages d'un total de 6 000 houes, 3 800 machettes, 1 600 râteaux, 1 600 arrosoirs, 50 brouettes, 50 pulvérisateurs, 64 kg de semences maraîchères, 16 000 kg de semences de maïs, 8 000 kg de niébé et 75 000 ml de boutures saines de manioc, 2 842 géniteurs lapins, 2 500 kg d'aliments concentrés pour lapins et 438 flacons/sachets de produits vétérinaires.
- Réalisation de 30 ha de parc à bois par les bénéficiaires des kits d'outils et boutures de manioc.
- Développement d'un plan et d'un calendrier de formations des techniciens d'encadrement.
- Identification et sélection de neuf formateurs pour animer chacun des thèmes des neuf formations (champ école paysan [CEP], associations de volontaires pour l'épargne et le crédit [AVEC], maraîchage, vivrier, manioc, élevage des lapins, etc.).
- Mise en place de 12 CEP (360 membres) et 12 AVEC (378 membres).
- Structuration de 4 000 ménages d'éleveurs de lapins et d'agriculteurs en 10 organisations paysannes réparties sur toute l'aire du projet.
- Élaboration d'un plan de formation et mise en œuvre des formations.
- Installation de quatre moulins mixtes à maïs-manioc dans quatre abris construits par les structures bénéficiaires moyennant des kits de matériel dotés aux structures par le projet, et formation sur la manipulation et la maintenance des unités de transformation.
- Construction de deux pavillons de marchés.
- Fabrication locale de 60 silos en priorité remis aux CEP, aux organisations paysannes et autres associations pratiquant les cultures vivrières afin de leur permettre de réduire les pertes post récolte.
- Formation et sensibilisation de 4 556 personnes (dont 3 277 femmes) sur les pratiques alimentaires améliorées et équilibrées, et organisation de 183 séances de démonstration culinaire.
- Diffusion de messages sur l'éducation nutritionnelle à travers des émissions radio en langues française et locale.

Résultats :

- Production de 600 000 ml de boutures de manioc.
- Génération d'un revenu de 3,1 millions d'USD représentant plus de 5 millions de repas grâce à la production obtenue – 766 800 kg de maïs, 320 000 kg de niébé, plus de 4 500 tonnes de légumes frais, 600 000 ml de boutures de manioc et 450 000 kg de racines fraîches de manioc.
- Amélioration des rendements des cultures qui sont passés de 800 à 1 200 kg/ha pour le maïs, 300 à 800 kg/ha pour le niébé, 11 à 15 tonnes/ha pour les légumes et 8 à 15 tonnes/ha pour le manioc.
- Renforcement des capacités techniques des bénéficiaires grâce aux formations mises en œuvre.
- Réduction de la malnutrition aigüe sévère de la zone de santé de Tshishimbi (de 11 à 3 pour cent).
- Amélioration de la sécurité alimentaire et du niveau de nutrition auprès des bénéficiaires, en particulier des enfants et celle des femmes enceintes et allaitantes.
- Changement des habitudes alimentaires d'une importante tranche de la population grâce à la diffusion de messages sur l'éducation nutritionnelle à travers des émissions radio en langues française et locale.
- Autonomisation des bénéficiaires et renforcement de leur résilience face aux nouvelles crises éventuelles.